



RCS : ANGERS

Code greffe : 4901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 00441

Numéro SIREN : 810 503 391

Nom ou dénomination : A.R.P.E (Anjou Restauration Plomberie Electricite)

Ce dépôt a été enregistré le 12/04/2016 sous le numéro de dépôt 3907

12/12/13

SARL A.R.P.E

Société à Responsabilité Limitée au capital de 10.000 Euros

2016/A/3907

**Siège social : 4 Rue Claude Nougaro
49120 CHEMILLE MELAY**

2015 B441

RCS ANGERS : 810 503 391

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE
GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 29 JANVIER 2016**

Le 29 janvier 2016 à 19 heures au siège social de la société 4 Rue Claude Nougaro 49 120 Chemillé Melay:

Sont présents :

- Monsieur Fabien JOUBERT

Propriétaire de 55 parts sociales, ci 55 PARTS

- Financière des Marronniers

Sarl au capital social de 80 000 €

Domicilié 10 rue du bas des éclateries 49 000 Angers

Immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés d'Angers

RCS numéro 803 404 342

Représentée par Monsieur Patrick JOUBERT en sa qualité de gérant

Propriétaire de 400 parts sociales, ci 45 PARTS

TOTAL DES PARTS SOCIALES PRESENTES 100 PARTS

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque participant à l'Assemblée en entrant en séance.

Monsieur Fabien JOUBERT préside la séance en sa qualité de Gérant associé de la Société.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le Président permet de constater que les associés présents et représentés possèdent la totalité des parts sociales ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant le quorum requis par la Loi, est déclarée régulièrement constituée, et peut donc valablement délibérer.

Le Président met à la disposition des associés :

- la copie de la lettre de convocation adressée aux associés ;
- les statuts de la Société ;
- la feuille de présence à l'Assemblée ;
- le rapport du Président ;
- le texte des résolutions proposées à l'Assemblée.

PT FS

Puis le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions légales et réglementaires ont été adressés aux associés, ou tenus à leur disposition au siège social de la société pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Puis, le Président indique que l'Assemblée aura à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Modification de la date de clôture des exercices sociaux,
- Modification corrélative des statuts
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il est ensuite donné lecture du rapport du Président indiquant les motifs de la modification des dates d'ouverture et de clôture des exercices sociaux et la marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours.

Puis, le Président ouvre la discussion.

Diverses observations sont échangées, puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide de modifier la date de clôture des exercices sociaux et de la fixer au 30 Septembre de chaque année. En conséquence et par exception l'exercice social en cours aura une durée de 18 mois et concernera la période écoulée depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et le 30 Septembre 2016.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des 100 parts sociales composant le capital social.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier comme suit l'article 25 des statuts :

ARTICLE 25 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} octobre de chaque année et se termine le 30 Septembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice social concernera la période écoulée depuis l'immatriculation de la société auprès du Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 Septembre 2016.

Les actes accomplis pour le compte de la société pendant la période de constitution seront rattachés à cet exercice.

80 FS

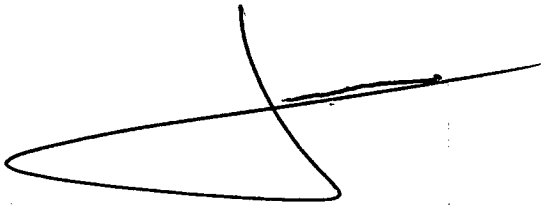
TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

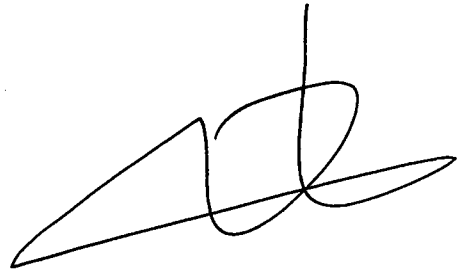
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des 100 parts sociales composant le capital social.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par chacun des associés

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop on the left and a horizontal stroke extending to the right.

Monsieur Fabien JOUBERT

A stylized handwritten signature in black ink, featuring a large loop on the left and a horizontal stroke extending to the right, with a vertical line crossing through the middle.

Monsieur Patrick JOUBERT
Pour la Société Financière des Marronniers

ARRIVÉ AU GREFFE DE COMMERCE

LE 12 AVR. 2016

A.R.P.E

Anjou.Réstauration.Plomberie.Electricité

**Société à Responsabilité Limitée
au capital de 10 000 Euros**

**4 Rue Claude Nougaro
49120 CHEMILLE**

STATUTS

Mis à jour après assemblée du 29 janvier 2016

Les soussignés :

- **Monsieur Fabien JOUBERT,**
Né le 15 Mai 1987 à Angers (49)
Demeurant 4 rue Claude Nougaro - 49120 ANGERS
- **Financière des Marronniers,**
Sarl au capital social de 80 000 €
Siège social : 10 rue du bas des Eclateries 49 000 ANGERS
Immatriculée au registre des commerces et des sociétés d'ANGERS
RCS numéro : 803 404 342
Représentée par Monsieur Patrick JOUBERT en sa qualité de gérant.

ONT DECIDE DE CONSTITUER UNE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE DONT ILS ONT ETABLI AINSI QU'IL SUIV LES STATUTS.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

- L'exploitation ; sous toute forme ; de toute entreprise d'installation et de vente de matériels dans les domaines de l'électricité, de la plomberie, du sanitaire et du chauffage de toute nature y compris les poeles à bois, d'aménagement et restauration de tous types de bâtiments y compris industriels.

Et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet ci-dessus ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La société prend la dénomination sociale de :

- **A.R.P.E (Anjou Restauration Plomberie Electricité).**

PT PJ

Dans tous documents émanant de la société, la dénomination sociale sera toujours précédée ou suivie des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège social est fixé à :

- **4 Rue Claude Nougaro**
49120 CHEMILLE MELAY

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF ANNEES à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

I – APPORT EN NUMERAIRE

Les soussignés font apport à la société pour constituer son capital, des sommes en numéraire ci-après :

- | | |
|--|---------|
| - Monsieur Fabien JOUBERT | 5 500 € |
| - Sarl Financière des Marronniers..... | 4 500 € |

Soit un apport qui s'élève à la somme de : **10 000 €**

Ces sommes soit au total dix mille Euros (10 000 €) ont été dès avant la signature des présentes intégralement libérées et déposées auprès de la Banque Populaire Atlantique, Agence de Trélazé, sur un compte ouvert au nom de la société en formation. Elles ne pourront en être retirées par la gérance qu'après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 7 - MONTANT DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE (10 000) €EUROS.

Il est divisé en CENT (100) parts de CENTS Euros (100 €) chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 100, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

- | | |
|---|----------|
| - Monsieur Fabien JOUBERT,
à concurrence de 55 parts,
Numérotées de 1 à 55, ci..... | 55 parts |
|---|----------|

- Sarl Financière des Marronniers à concurrence de 45 parts, Numérotées de 56 à 100, ci.....	45 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social	100 parts

Les associés déclarent que toutes les parts représentant le capital leur appartiennent dans les proportions ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs.

ARTICLE 8 - DEPOTS DE FONDS PAR LES ASSOCIES

Sauf à respecter la réglementation bancaire, chaque associé peut mettre à la disposition de la société, en compte-courant libre et indépendamment de ses apports en capital, toutes sommes jugées utiles par la gérance pour les besoins de l'activité sociale.

Les conditions d'intérêt et de fonctionnement de ces comptes sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

Les intérêts de ces comptes sont des frais généraux de la société.

Ces comptes-courants ne pourront jamais être débiteurs, sauf s'il s'agit de comptes ouverts au profit d'associés personnes morales, mais l'interdiction s'applique à leurs représentants légaux.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

A / AUGMENTATION DU CAPITAL

Par décision collective extraordinaire des associés, le capital social peut être augmenté en représentation d'apports en nature ou en numéraire. Toutefois, les augmentations de capital par voie de capitalisation de tout ou partie des bénéfices et de réserves peuvent être décidées par des associés représentant plus de 60% des parts sociales.

Par la même décision, les associés peuvent décider que les parts nouvelles créées en représentation des apports en nature ou en numéraire seront assorties d'une prime dont ils fixent le montant et l'affectation.

Les parts nouvelles doivent être entièrement libérées et réparties dès leur création.

Il ne peut en aucun cas être ouvert une souscription publique.

L'augmentation du capital par voie de capitalisation de bénéfice ou réserves peut être réalisée par création de parts sociales nouvelles ou élévation corrélative du montant nominal des parts existantes.

En cas d'apport en nature, l'évaluation des biens apportés doit être faite au vu d'un rapport établi par un commissaire aux apports nommé sur requête de la gérance, conformément à la loi.

Toute personne se proposant d'entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital devra être agréée par la majorité des associés représentant au moins les trois quart des parts sociales, conformément à la procédure prévue à l'article 12 ci-après.

B / REDUCTION DU CAPITAL

Par décision collective extraordinaire des associés, le capital peut également être réduit pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par voie de remboursement ou de rachat des parts, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, sous réserve du respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur relatives à la valeur nominale des parts sociales et au montant minimum du capital social.

En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

C / AMORTISSEMENT DU CAPITAL

Par décision collective extraordinaire des associés, le capital peut enfin être amorti, totalement ou partiellement au moyen des bénéfices ou des réserves autres que la réserve légale.

Les parts sociales intégralement ou partiellement amorties perdent à due concurrence, leur droit au remboursement de leur valeur nominale, mais elles conservent tous leurs autres droits.

D / ROMPUS

En cas d'augmentation du capital par attribution de parts gratuites aux associés, comme en cas de réduction du capital par réduction du nombre des parts existantes, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles, devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

TITRE III

PARTS SOCIALES

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résulte seulement des statuts, des actes modifiant le capital social et des transmissions régulièrement consenties.

Chaque part donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans l'actif social, ainsi qu'une voix dans tous les votes. Notamment, en cours de société comme en cas de liquidation, chaque part sociale donne droit au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les parts indistinctement de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société et auxquelles ce remboursement ou cette répartition pourrait donner lieu.

Sous réserve des dispositions légales relatives à la responsabilité des associés dans certains cas d'apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports. Au-delà, tout appel de fonds est interdit.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter par un mandataire commun. A défaut, il sera pourvu à la désignation de ce mandataire par ordonnance du Président Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande de l'indivisaire le plus diligent ou de la gérance.

Dans tous les cas, l'indivision ne compte que pour une voix dans tous les cas où la majorité en nombre est requise.

En cas de démembrement de la propriété, l'usufruitier et le ou les nu-propriétaires de parts sociales devront s'entendre entre eux pour la représentation des parts. A défaut d'accord sur ce point dûment signifié à la société, les parts sont valablement représentées :

- par l'usufruitier pour toutes décisions collectives ordinaires et pour toutes décisions collectives extraordinaires portant augmentation du capital par incorporation de bénéfices ou réserves, ou amortissement partiel ou total du capital.

- par le nu-propriétaire pour toutes les autres décisions collectives extraordinaires.

Pour le calcul de la majorité en nombre, lorsqu'elle est requise, l'usufruitier et le ou les nu-propriétaires ne comptent que pour un associé.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

A/ TRANSMISSION ENTRE VIFS

Toute transmission de parts entre vifs doit être constatée par un acte écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après accomplissement de la formalité prescrite par l'article 1690 du Code Civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et en outre après dépôt de l'acte en double exemplaire en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toute transmission de parts sociales à titre gratuit ou onéreux, à l'exception de celle intervenant entre conjoints ayant déjà tous deux la qualité d'associé, ne peut être réalisée qu'avec l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

A l'effet d'obtenir cet agrément, l'associé cédant doit notifier son projet de cession à la société et à chacun de ses associés.

Si la gérance n'a pas fait connaître au cédant la décision des associés dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession sera réputé acquis.

Si, au contraire, la gérance a notifié au cédant dans ledit délai la décision des associés portant refus de consentir à la cession et si, dans les huit jours suivant cette notification, le cédant n'a pas signifié à la société son intention de renoncer à son projet de cession, les associés auront le droit et devront, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, acquérir ou faire acquérir la totalité des parts concernées par ce projet de cession, à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843 - 4 du Code Civil. Le délai de trois mois stipulé au présent alinéa pourra être prolongé une seule fois par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder trois mois.

Si le cédant y consent, la société peut également décider dans le même délai de trois mois, de racheter la totalité des parts dont la cession est projetée, par voie de réduction de capital, au prix déterminé dans les conditions ci-dessus.

En vue de régulariser la cession au profit du ou des acquéreurs, la gérance invitera le cédant, huit jours à l'avance, à signer l'acte de cession. Si le cédant ne s'est pas présenté au jour convenu pour signer cet acte, la cession sera régularisée d'office par déclaration de la gérance en la forme authentique, sans qu'il soit besoin du concours ni de la signature du défaillant. Notification lui sera faite de cette mutation dans les huit jours de sa date, comportant invitation à venir recevoir, au siège social, le prix de la cession, en fournissant toutes justifications utiles.

Si, dans les délais ci-dessus impartis, aucune des solutions prévues aux trois alinéas qui précèdent n'est intervenue, l'associé cédant pourra réaliser la cession initialement projetée s'il possède les parts sociales qui en font l'objet depuis au moins deux ans. Cette condition ne sera toutefois pas nécessaire s'il a recueilli les dites parts en suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation par son conjoint, par un ascendant ou par un descendant.

S'il ne remplit pas la condition posée à l'alinéa précédent, l'associé cédant, en cas de refus d'agrément de son projet de cession, restera propriétaire de ses parts.

Les dispositions du présent paragraphe A/ sont applicables à tous les cas de cessions alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions entre vifs à titre gratuit.

Toutefois, si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter les parts sans délai en vue de réduire son capital.

En cas d'associé unique, l'agrément du cessionnaire résulte de la signature de l'acte de cession par l'associé cédant.

B/ LIQUIDATION D'UNE COMMUNAUTE DE BIENS ENTRE EPOUX DE LEUR VIVANT

En cas de liquidation d'une communauté de biens entre époux du vivant de ceux-ci, l'époux associé est réputé, à l'égard de la société, rester seul propriétaire des parts inscrites à son nom, à charge pour lui de procéder au règlement des droits de son conjoint.

C/ TRANSMISSION PAR DECES OU EN SUITE DE DECES

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent pas de plein droit associés, sous réserve des dispositions des deux alinéas qui suivent. Ils peuvent notifier à la société soit un projet de cession des parts de leur auteur, soit solliciter l'attribution préférentielle desdites parts au profit de l'un ou plusieurs d'entre eux. Ils disposent à cet effet d'un délai de six mois après le décès pour notifier à la société leur projet de cession ou leur demande d'attribution préférentielle.

Toutefois, les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession au profit du conjoint non séparé de corps ni divorcé de l'associé décédé, ayant lui-même déjà la qualité d'associé. Il en est de même pour les parts sociales d'un associé décédé dont le conjoint déjà associé fait valoir l'attribution préférentielle desdites parts sociales à son profit.

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession au profit de tout ayant droit ou ayant cause déjà associé.

Si dans le délai de trois mois à compter de cette notification, les demandeurs n'ont reçu aucune réponse de la société, l'agrément du ou des cessionnaires ou attributaires proposés est réputé acquis.

Si par contre les héritiers ou ayants droit n'ont pas usé de la faculté qui leur est offerte par le premier alinéa ci-dessus dans le délai de six mois à compter du décès de leur auteur, ils sont réputés cédants des parts de celui-ci et la société dispose d'un délai de trois mois pour acquérir ou faire acquérir ces parts, à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843 - 4 du Code Civil. Le délai de trois mois pourra être prolongé une seule fois par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder trois mois. Les alinéas 6 et 7 du paragraphe A ci-dessus seront alors applicables. A défaut, l'agrément des héritiers ou ayants droit sera réputé acquis.

Enfin, si, ayant notifié à la société un projet de cession ou une demande d'attribution préférentielle dans les six mois du décès de leur auteur, les héritiers ou ayants droit cédants ou demandeurs se sont vus notifier un refus d'agrément, les dispositions de l'alinéa précédent seront également applicables. A défaut, l'agrément des cessionnaires ou attributaires proposés par les héritiers ou ayants droit sera réputé acquis.

En tout état de cause, tous les héritiers ou ayants droit devront, dans les plus courts délais après le décès de leur auteur, justifier à la société de leur identité et de leurs qualités héréditaires, ainsi que de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter auprès de la société pendant la durée de l'indivision, conformément aux dispositions de l'article 11.

L'agrément des cessionnaires ou attributaires proposés est donné à la majorité en nombre des associés survivants représentant plus de 80% des parts autres que celles de l'associé décédé.

D/ DISPOSITION COMMUNE

Toutes les notifications, significations et demandes prévues au présent article seront valablement faites par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par acte d'huissier.

ARTICLE 13 - DECES - INTERDICTIONS - INCAPACITES - LIQUIDATION JUDICIAIRE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'interdiction, l'incapacité, la mise en tutelle ou en curatelle, la faillite, la procédure de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société, mais ces événements, s'ils se produisent en la personne d'un gérant, mettent fin immédiatement à ses fonctions.

TITRE IV

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 - GERANCE

A/ DESIGNATION

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non. Ils sont nommés, pour une durée, limitée ou non, par décision collective ordinaires des associés.

B / POUVOIRS

Vis-à-vis des tiers, chaque gérant représente la société et a les pouvoirs les plus étendus pour agir en son nom en toutes circonstances en vue de la réalisation de l'objet social, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec les associés, les gérants ont chacun tous les pouvoirs nécessaires pour faire, dans l'intérêt de la société, tous actes de gestion se rapportant à l'objet social sous réserve du droit, pour chaque gérant de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Dans ces rapports avec les associés, un gérant a tous les pouvoirs nécessaires pour faire, dans l'intérêt de la société tous actes de gestion se rapportant à l'objet social, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés statuant par décision collective.

Toutefois, de convention expresse et à titre de mesure d'ordre intérieur, non opposable aux tiers, les actes suivants nécessitent l'accord des associés donné par décision extraordinaire ou ordinaire selon qu'ils portent atteinte ou non à l'objet social, savoir :

- les achats, ventes, apports ou échange, location d'immeubles ou fonds de commerce,
- la prise à bail, les modifications ou la résiliation de baux ou location,
- les emprunts (autres que les crédits courants de trésorerie, escomptes, nantissement de créances commerciales, facilités de caisse, ...) d'un montant supérieur à 20 000 Euros,
- les cautionnements, avals et garantie de toutes sortes,
- les constitutions d'hypothèque ou de nantissement,
- les commandes de matériel ou aménagement supérieur à 20 000 Euros H.T.
- les signatures de tout contrat ou traité dont les implications sont supérieures à 20 000 Euros H.T.
- les prises de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés constituées ou à constituer.

Le ou les gérants seront tenus de respecter les présentes dispositions d'ordre interne entre les associés sous peine de révocation et de toute action en dommage intérêts.

C / MODALITES D'EXERCICE DES FONCTIONS

Chaque gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Un gérant ne peut, sous peine de révocation et de toute action en dommages-intérêts, accepter aucun emploi ou fonction dans une entreprise concurrente, non plus que faire pour son compte personnel ou celui de tiers aucune opération entrant dans l'objet social, sauf à y être autorisé préalablement par une décision collective ordinaire des associés.

D / RESPONSABILITE

Le gérant ou, s'ils sont plusieurs, les gérants agissant conjointement, peuvent sous leur responsabilité personnelle, conférer toute délégation de pouvoirs, spéciale et temporaire.

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement, selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires régissant les sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires des biens de la société, en application des articles L.611-1 et suivants du Code de commerce, les gérants de droit ou de fait, apparents ou occultes, rémunérés ou non, peuvent être déclarés responsables du passif social et soumis aux interdictions et déchéances dans les conditions prévues.

E / REMUNERATION

Chaque gérant a droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont déterminés par décision ordinaire des associés.

En outre, il a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

F / CESSATION DES FONCTIONS

Les fonctions d'un gérant prennent fin par sa révocation prononcée par décision collective des associés prise à la majorité extraordinaire, par décision judiciaire pour cause légitime à la demande de tout associé, par sa démission sous la condition d'en informer les associés trois mois à l'avance, par son incapacité légale ou physique ou tout autre empêchement le mettant dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions ou par son décès.

Le remplacement d'un gérant est, s'il y a lieu, décidé par décision collective ordinaire des associés.

La société ne peut se prévaloir, à l'égard des tiers, de la cessation des fonctions d'un gérant et de la nomination de son remplaçant, tant qu'elle ne les a pas régulièrement publiées.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 16 - FORMES ET MODALITES

Les décisions collectives résultent au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite. Toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes sociaux, pour décider l'émission d'obligations, ou lorsque la réunion a été demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit le quart des associés et le quart des parts sociales, soit la moitié des parts sociales.

L'assemblée des associés est convoquée et tenue conformément à la loi.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé sous pli recommandé le texte des résolutions proposées. Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre leur vote et l'adresser à la société dans les mêmes formes. Tout associé n'ayant pas répondu dans ce délai est considéré comme s'étant abstenu. La gérance dresse procès-verbal de la consultation et y annexe la réponse de chaque associé.

La volonté unanime des associés peut également être constatée par des actes sauf si elle a pour objet l'approbation des comptes sociaux.

Les décisions collectives régulièrement prises obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 17 – MAJORITES

A/ DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés autres que celles relatives à la modification des statuts.

Ces décisions sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de 60% des parts sociales.

Cette majorité susvisée s'appliquera pareillement sur seconde consultation des associés.

B/ DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant modification des statuts.

En ce cas, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications statutaires sont décidées à la majorité des trois quarts des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Toutefois les associés ne peuvent, sauf à l'unanimité, changer la nationalité de la société, obliger un associé à augmenter son engagement social ou transformer la société en société par actions simplifiée ou en société d'une forme qui accroîtrait la responsabilité des associés ; en outre toute incorporation au capital de bénéfices ou de réserves, peut être adoptée par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Enfin, en cas de transmission de parts sociales, les décisions d'agrément sont prises aux conditions de majorité prévues à l'article 12.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX - RESULTATS

ARTICLE 18 - COMPTES SOCIAUX

86 F3

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire et les comptes annuels, conformément aux dispositions des articles L 123-12 et suivants du Nouveau Code de Commerce et établit un rapport de gestion écrit. Le rapport de gestion expose la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévue, les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, les activités de la société en matière de recherche et de développement.

Ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes, s'il en existe, communiqués aux associés et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements seront effectués, les dividendes étant prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de la distribution sont fixées dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur par l'Assemblée Générale des associés.

TITRE VII

PROROGATION - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 20 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance sera tenue de provoquer une décision collective des associés pour décider si la société sera prorogée ou non et pour quelle durée.

En cas de carence de la gérance, tout associé peut faire procéder à la désignation, d'un mandataire de justice qui sera chargé de provoquer la décision ci-dessus.

ARTICLE 21 - TRANSFORMATION

Par décision collective extraordinaire, les associés peuvent décider la transformation de la société en société de toute autre forme, sous réserve des dispositions de l'article 17 paragraphe B.

ARTICLE 22 - DISSOLUTION

La société est dissoute :

- par l'arrivée de son terme, sauf prorogation,
- par décision collective des associés, à tout moment,
- par décision judiciaire pour justes motifs,

Le décès, l'incapacité ou la liquidation des biens d'un associé, n'entraînent pas la dissolution de la société.

ARTICLE 23 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit. Toutefois, sa personnalité morale subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

La dissolution met fin aux fonctions des gérants.

Le ou les liquidateurs représentent la société pendant la liquidation et disposent des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et apurer le passif, en agissant ensemble ou séparément.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs de liquidation, sur le quitus de la gestion des liquidateurs, la répartition le cas échéant de l'actif net subsistant, et pour prononcer la clôture de la liquidation.

Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et sous réserve des droits des créanciers sociaux, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social, ou décider la cession ou l'apport global des biens sociaux.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 24 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cours de vie sociale, comme pendant la liquidation, toutes contestations entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes au sujet des affaires sociales ou quant à l'interprétation ou l'application des dispositions des présents statuts, seront soumises à la juridiction compétente du lieu du siège social.

TITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 25 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} octobre de chaque année et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice social concernera la période écoulée depuis l'immatriculation de la société auprès du Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 septembre 2016

Les actes accomplis pour le compte de la société pendant la période de constitution seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 26 – ASSOCIE UNIQUE

Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, les pouvoirs reconnus à la « collectivité des associés » par la loi et les présents statuts sont exercés par l'associé unique, qui prend seul les décisions qualifiées de « collectives » par les articles ci-dessus.

Les décisions de l'associé unique sont consignées dans le registre prescrit par l'article L.223.31 du Code de Commerce.

ARTICLE 27 - POUVOIRS POUR LA PERIODE CONSTITUTIVE

Les formalités de publicité prescrites par la loi seront accomplies par Monsieur Fabien JOUBERT associé gérant.

Ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance devra rendre compte de ces actes et engagements à la collectivité des associés après immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, chacun des associés ayant la faculté de provoquer la réunion d'une assemblée générale à cet effet.

A défaut, l'approbation par l'assemblée générale ordinaire des comptes et opérations du premier exercice social, emportera reprise de plein droit par la société desdits actes et engagements.

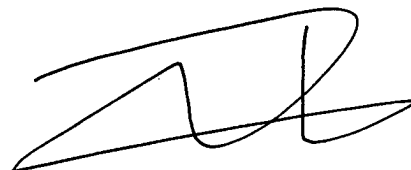
ARTICLE 28 - FORMALITES CONSTITUTIVES

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales.



Monsieur Fabien JOUBERT

**Fait à CHEMILLE, le 29 janvier 2016
en quatre originaux**



**SARL FINANCIERE DES MARONNIERS
Représentée par Monsieur Patrick JOUBERT**